



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

B. Collombel, J.M. Boussard, *Rapport du groupe de travail A : les IIA et la crise*

Citer ce document / Cite this document :

B. Collombel, J.M. Boussard, *Rapport du groupe de travail A : les IIA et la crise*. In: *Économie rurale*. N°138, 1980. pp. 38-39;
https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_138_1_2720

Fichier pdf généré le 08/05/2018

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL A

LES IAA ET LA CRISE

Rapporteurs : B. COLLOMBEL et J.M. BOUSSARD

I. — Présentation de l'exposé de M. DELATTRE :
Les IAA, la croissance et la crise.

Les IAA se définissent comme une branche d'aval, placée entre l'agriculture et les ménages. Du côté de la demande, la consommation des ménages croît de façon lente et régulière, mais son élasticité est faible. Du côté de l'offre, les fournitures de l'agriculture aux IAA représentent 80 % des consommations intermédiaires de la branche. Les caractéristiques de la production agricole sont telles qu'on peut parler de sa quasi-autonomie vis-à-vis de la demande finale. Dans ces conditions, tant la demande que la production agricole expliquent le ralentissement de la croissance des IAA, ainsi que ses soubresauts récents.

L'ajustement de l'offre à la demande se fait d'une part par les variations de stocks (en particulier pour les produits d'intervention) et par le commerce extérieur. De ce point de vue, l'évolution récente a été mouvementée, et ne s'explique que partiellement par la compétitivité des firmes françaises.

L'adaptation de l'appareil de production à cette situation se fait par des variations de main-d'œuvre et des variations du stock de capital. Du côté de la main-d'œuvre, le volume d'emploi est resté à peu près stable, l'ajustement se faisant surtout par des variations de la durée du travail. En revanche, du côté du capital, la branche s'est "alourdie" pendant les années soixante. Depuis, si les investissements totaux ont stagné, l'investissement en matériel a continué à croître, au détriment de l'investissement en bâtiment. Ceci s'est fait grâce à un accroissement considérable de l'endettement, malgré une baisse de la rentabilité, et une augmentation de la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Les questions portent d'abord sur les raisons de la reprise du solde des échanges extérieurs en 1979, après une longue détérioration durant la période de 1974-78.

M. DELATTRE estime que cette situation est due pour une large part à la pression de l'offre agricole, en particulier en matière de lait. Elle est peut-être fragile.

Des intervenants se préoccupent ensuite de l'effet des restructurations de l'industrie, dont il est peu fait état dans l'exposé. En particulier, le comportement différent des groupes privés et des coopératives est souligné : il y a une fuite en avant des coopératives, et un certain désengagement des groupes privés. Dans quelle mesure les restructurations effectuées dans les années 70 n'ont-elles pas retardé la crise dans les IAA ? A côté de cela, il faut aussi considérer la distinction entre industrie et artisanat. De même, les

comportements sont assez différents selon que l'on a affaire à des industries de première ou de seconde transformation. Malheureusement, les moyens et les sources statistiques manquent pour creuser ces diverses idées.

II. — Présentation de l'exposé de M. G. BARAST :
L'industrie des engrais et la crise mondiale.

Dès 1965, la création généralisée de surcapacités de production avait entraîné une certaine internationalisation de la concurrence. A partir de 1974, ce facteur s'est conjugué avec un renchérissement inégal des prix des matières premières et de l'énergie. Tout ceci a entraîné une déstabilisation du marché, caractérisée par des prix élevés, fluctuants et disparates, des circuits désarticulés, et, pour finir, une industrie française mise à mal. Il en résulte que l'agriculture française pourrait bien être prochainement plus dépendante de l'étranger qu'elle ne l'est actuellement.

Les questions portent d'abord sur la stratégie des firmes qui fabriquent des engrais. Pourquoi n'ont-elles pas joué la carte de l'investissement à la source, en construisant des usines dans les ports des pays exportateurs de matière première ?

Pour l'orateur, la réponse à cette question est largement technique : une telle politique est hors de question pour le gaz. Pour les phosphates, nous avons une industrie nationale. Pour la potasse, nous sommes producteurs. Au surplus, l'implantation sur place ne modifierait que très peu la situation en termes de prix, parce que les contrats s'alignent sur les cours internationaux.

La France n'est-elle pas surconsommatrice d'engrais ? L'orateur explique qu'on a beaucoup de mal à apprécier la notion de surconsommation. En tout cas, le niveau de consommation dans certaines régions est loin du souhaitable. La hausse des rendements physiques est une nécessité, parce qu'elle permet d'étaler les frais fixes.

Quelle est la politique des grands groupes producteurs d'engrais ? Il y a une certaine recherche de diversification, pour compenser les pertes et les profits dans les différents secteurs. En outre, les grands groupes peuvent faire de la recherche. Par exemple, on étudie la fixation de l'azote de l'air par les micro-organismes, mais ce n'est pas pour demain. En tout cas, bien que la recherche de la diversification puisse faire craindre un redéploiement de l'industrie des engrais vers d'autres secteurs (par exemple, les phytosanitaires), ceci n'est pas non plus pour demain. Par exemple, Rhône Poulenc a encore une très forte mise sur les engrais. Ceci s'ex-

plique parce que, à l'horizon de 10 ou 15 ans, rien n'indique que la production agricole intensive sera abandonnée.

Il est vrai que les importations peuvent temporairement dépasser les exportations. Mais c'est parce que nous sommes sur un marché ouvert. A long terme, il est impossible que l'Europe soit trop dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements en engrais.

En conclusion, un intervenant souligne que l'industrie des engrais est sans doute soumise à une concurrence sauvage, mais qu'elle bénéficie néanmoins largement de la politique agricole commune de son protectionnisme.

III. — Présentation de l'exposé de M. de RAVIGNAN : L'agriculture, pétrole vert de la France ?

L'orateur expose sa thèse selon laquelle il ne faut pas compter sur l'agriculture pour payer la facture énergétique, en particulier parce que l'accroissement de la production agricole exigerait plus d'importations qu'elle ne fournirait de denrées.

M. BERGMANN exprime son désaccord avec l'orateur sur plusieurs points :

1 - L'analyse n'est pas fondée sur l'étude de la compétitivité de l'agriculture française, en particulier en matière de céréales. On peut gagner des dollars en pratiquant une production à hauts rendements.

2 - Les critiques de la spécialisation des exploitations ne sont pas fondées. Si les agriculteurs se sont spécialisés, c'est par un libre choix de producteurs indépendants, qui ont jugé que c'était profitable.

3 - Les importations de certains produits à haute consommation d'énergie n'ont rien d'irrationnel. Elles sont la conséquence de l'élévation du niveau de vie, qui fait que les consommateurs ont les moyens de manger de la salade en hiver.

4 - Il est faux de croire qu'il est impossible d'augmenter à la fois exportations et importations.

Actuellement, on importe moins de porcs qu'il y a quelques années. On peut accroître la production de bovins à viande, et ce n'est pas incompatible avec un accroissement des exportations de céréales.

5 - Toutes nos consommations de produits agricoles ne peuvent pas être produites par le marché intérieur : c'est le cas des amandes, des agrumes, etc.

6 - Il faut profiter des avantages de la spécialisation. Il est bon que les Italiens et les Espagnols fassent du riz. En tant que consommateur d'agrumes, il faut se féliciter de l'entrée de la Grèce dans le Marché Commun.

En résumé, une politique alimentaire devrait signifier l'ouverture des frontières, et non leur fermeture.

L'orateur répond point par point :

1 - Le libre échange a été inventé du temps de la marine à voile. Est-il bon pour nous maintenant ?

2 - Les Camarguais ont le droit de vivre, et en Camargue, où il est difficile de faire autre chose que du riz. Quand l'équilibre d'une région est en cause, il faut croire aux arguments protectionnistes.

3 - Il n'est pas sûr que la spécialisation soit une bonne chose. Il est absurde que la Haute-Volta produise du coton, et importe son alimentation. Le libre échange absolu aboutirait à la liquidation de l'agriculture française.

4 - On ne peut pas nier la possibilité théorique d'un accroissement de la production de céréales, mais il est difficile d'y croire.

5 - Il ne s'agit pas de prôner une déspecialisation des exploitations, mais il faut s'interroger sur le bien fondé des spécialisations que l'on observe actuellement.

6 - Enfin, c'est la réalité de l'échange international depuis vingt ans, que l'accroissement des exportations se conjugue avec un accroissement des importations.

D'autres intervenants remarquent alors que, d'une part, la politique d'exportation des céréales n'est pas forcément favorable, ni pour le solde des échanges extérieurs, ni pour les pays pauvres importateurs, et que, d'autre part, le consommateur doit prendre conscience des effets de ses décisions sur le solde des échanges extérieurs, ce qui conduit à modifier les règles du calcul économique, pour y faire intervenir aussi bien le coût social que le coût financier.

M. F. NICOLAS exprime des doutes sur la possibilité de réduire la consommation alimentaire. M. de RAVIGNAN remarque que l'on connaît les méfaits des trois poisons que sont les graisses, le sucre et l'alcool. Il déplore qu'il n'y ait pas en France une politique alimentaire comme en Norvège.

Une dernière intervention souligne que le débat dévie de son objet initial, qui était économique. On a maintenant un débat de politique, ou de moraliste. Il estime que la thèse de l'orateur est du corporatisme pur et simple, qui consiste essentiellement à protéger ce qui existe déjà.